Document

Quand la soumission des journalistes d'Envoyé Spécial (France 2) à l'idéologie dominante déclenche le scandale en Tunisie et en Grèce

(Libération et OkeaNews)

Colère noire contre l'«Envoyé spécial» en Tunisie

Libération. 20.01.2013

Un reportage sur la «menace salafiste», diffusé sur France 2, s'attire une volée de bois vert de la part des Tunisiens, excédés des «exagérations» des médias français et inquiets pour l'image de leur pays.

Par **ELODIE AUFRAY** correspondante à Tunis

Ras-le-bol des reportages français qui montrent une Tunisie tombée aux mains d'extrémistes violents. Marre de ces journalistes qui mettent à mal la réputation, que les Tunisiens voudraient bien conserver, d'un pays ouvert et tolérant: en Tunisie, beaucoup ont été franchement agacés par la diffusion, jeudi, dans Envoyé Spécial, d'un nouveau reportage sur «la menace salafiste».

Quelques heures avant la diffusion, le journaliste tunisien Safwene Grira, qui officie sur France 24 en arabe, avait prévenu sur Facebook : le reportage «a été réalisé avec une mauvaise foi hors norme», dénonce le reporter «associé à ce travail d'une manière très ponctuelle». «Vous allez voir tous les clichés du monde, comme les salafistes méchants et barbus (...). Inutile de vous dire que tout ce qui pouvait avoir du sens a été laissé de côté, pour que l'accent soit mis sur ce qui conforte le téléspectateur français et francophile dans ses convictions, ses peurs et ses illusions», écrit-il.

«Tunisie, sous la menace salafistes ?», produit par l'agence Capa, dépeint le poids grandissant des ultra-conservateurs. On y voit des salafistes qui occupent beaucoup de stands à la foire du livre, qui ont bouté l'alcool hors de Sidi Bouzid, qui organisent des meetings de prêcheurs wahhabites en pleine station balnéaire, sous l'oeil de touristes attirés par les prix cassés. Le reportage s'attarde aussi l'histoire de Nermine, une jeune fille de 14 ans, qui a fugué pour pouvoir vivre en niqab. On suit sa mère qui tente d'en savoir plus chez les salafistes du coin, déguisée sous un voile intégral, caméra cachée embarquée. Le tout à grand renfort de musique qui fait peur et de commentaires qui distillent la menace, sans jamais vraiment l'analyser.

«L'odeur nauséabonde de la mauvaise foi»

Juste après la diffusion, les critiques ont commencé à pleuvoir sur la page Facebook de l'émission de France 2. Plus de 1000 commentaires y ont été postés. Beaucoup, comme Moez, s'indignent contre un reportage «biaisé», qui «sent l'odeur nauséabonde de la mauvaise foi. On a tenté de présenter la Tunisie comme un Afghanistan-bis (...). On a essayé de salir la réputation du pays». «La Tunisie n'est pas du tout le reflet de cette émission qui exagère (...). Nous continuons à avoir une vie paisible, nous sortons, nous allons au restaurant et nous prenons nos petits déj' sur les terrasses de cafés», souligne Nesrine.

Les vieilles rancœurs remontent à l'égard de cette France qui a «soutenu Ben Ali jusqu'au bout», rappelle Khalil. «et continue encore à le soutenir aujourd'hui en diffusant ce genre de reportages

subjectifs qui bousillent notre image pour faire de l'audience, s'énerve Moez. La montée de l'extrémisme religieux est notre problème, pas le vôtre». Et puis «la Tunisie est une terre d'islam depuis 1400 ans et le restera pour toujours», rétorquent aussi certains, comme Tawfik.

Beaucoup soulignent que *«les salafistes sont fortement minoritaires et la société civile tunisienne se mobilise remarquablement pour réduire leur champ de nuisance»*. Déjà excédés par leur présence grandissante dans les débats et sur le terrain, les progressistes s'attristent de voir les salafistes truster l'espace que les médias français consacrent à la Tunisie. *«Si vous pouviez arrêter de faire croire aux salafistes qu'ils gagnent du terrain cela nous arrangerait bien», écrit Karim Guellaty sur son blog. «Juste pour rééquilibrer les débats», @Papillon suggère sur Twitter : «Vivement un reportage sur la jeunesse dorée tunisienne qui baise à tout-va, se défonce et se saoule. Parce qu'un reportage dans certains lieux de la banlieue nord [la banlieue chic de Tunis, ndlr] avec un titre «Tunisie, la liberté absolue» serait assez crédible. »*

Certains, comme Mongi, soupçonnent même une opération de *«propagande française suite à l'intervention au Mali»*. Autre piste : le complot marocain. *«C'est un reportage dédié à orienter le portefeuille tunisien de touristes vers le Maroc»,* croit Besma.

Contre-reportage

Dans le flot de critiques, le reportage trouve toutefois grâce auprès de certains. *«Tout n'est pas dit mais tout n'est pas faux non plus ! La menace barbu est bien présente. Leur violence est flippante, inutile de se voiler la face pour crier au scandale ! Et la nonchalance de beaucoup d'entre nous, Tunisiens, fait craindre le pire pour l'avenir»,* écrit la page *«Pour une Tunisie sans extrémisme»*.

Dans un long texte publié via son fil Twitter, Anis Meghirbi, l'hôtelier interrogé dans le reportage, s'en désolidarise, lui aussi : c'est *«un portrait totalement erroné de cette jeune démocratie»,* qui *«oriente son discours (...) au profit d'une vision apocalyptique et fantasque»,* fustige-t-il. Mais *«le mal est fait»,* conclut-il : *«Au lendemain de la diffusion, nous recevions appels et courriels de clients inquiets quant à leurs prochains séjours.»*

Indignée aussi, l'association Fajr al-islam (« l'Aube de l'islam ») a annoncé son intention de porter plainte contre France 2. Cette organisation de salafistes piétistes basée à Hammamet, qui fait notamment du prosélytisme auprès des touristes de la station balnéaire, a accueilli une étape de la tournée nationale du célèbre théologien saoudien Mohamed al-Arifi, filmée par l'émission. Dans un contre-reportage publié sur sa page Facebook, musique à la gloire du prophète en fond sonore, Fajr al-islam s'emploie à démonter la séquence tournée à Hammamet : les prédicateurs qui *«s'approprient l'espace public»* ? Non, l'association a prévenu les autorités, rétorque-t-elle, photo de la lettre à l'appui.

Effrayés, les touristes auraient déserté ce jour-là le café turc installé au pied du fort de la ville, où ils ont l'habitude de *«prendre l'apéritif»* ? Non, on n'y a jamais servi d'alcool, indique le patron, que Fajr al-islam est allé réinterroger. L'association publie aussi des images où des touristes en goguette photographient le meeting du cheikh wahhabite. Elle tient aussi à montrer l'accueil réservé aux journalistes de France 2, installés à la table d'honneur, prouvent d'autres photos.

Travail bâclé ?

Les médias français sont régulièrement brocardés en Tunisie, accusés de focaliser sur la seule question des salafistes. *«Ils représentent un danger pour l'image de la Tunisie, car la presse internationale est à l'affût. Elle guette le moindre événement pour l'amplifier et donner une image*

qui peut être nuisible pour le tourisme», défendait en novembre le président Moncef Marzouki, dans une interview au quotidien algérien *Liberté*. Les professionnels du tourisme sont excédés et leur ministre, qui n'en finit plus d'essayer de rassurer des vacanciers effarouchés, a critiqué à de nombreuses reprises une image qui *«ne correspond pas à la réalité»*.

Les médias tunisiens y sont allés de leur article. Ils ne sont pourtant pas les derniers à s'indigner, parfois dans l'excès eux aussi, de la poussée salafiste. *«On ne jettera pas la pierre à la chaîne France 2 (...). Ces manières rappelleraient un peu trop d'anciennes coutumes, celles d'une époque révolue où la Tunisie voulait à tout prix imposer d'elle-même l'image d'une contrée respirant le jasmin et la joie de vivre»,* écrit La Presse. Sous Ben Ali, les reportages et articles qualifiés d'«inamicaux» pouvaient valoir des coups de fil à l'ambassade de France, voire des campagnes de dénonciation dans les médias. Mais le travail d'Envoyé spécial, enrage le principal quotidien francophone, *«ne respecte ni la vérité complexe d'un pays ni le public auquel il est destiné»*.

["Grèce : la grande braderie", le grand bluff d'Alexia Kefalas pour Envoyé Spécial](#)

OkeaNews.fr. 21.01.2013

Envoyé Spécial a diffusé fin décembre 2012 un reportage sur les privatisations en Grèce, réalisé par Alexia Kefalas et Michel Tardy, sous le titre "Grèce : la grande braderie". Ce reportage est truffé d'inexactitudes et d'omissions, et, ce qui est plus grave, une des personnes interviewées nie le rôle que le reportage lui fait jouer. Le résultat de ce document est une image totalement faussée des privatisations en cours en Grèce. Analyse de l'exemple même à ne pas suivre.

Aucune mention du TAIPED : une erreur (?) de débutant

En 2011, la Grèce a établi le Hellenic Republic Asset Development Fund, plus connu sous son sigle grec TAIPED. Le TAIPED est responsable de toutes les privatisations en Grèce sous les termes du mémorandum de remboursement de la dette et tout ce qui est à privatiser est affiché sur son site. Cependant, Alexia Kefalas semble ignorer son existence.

Un reportage qui ne mentionne pas le TAIPED et ignore la liste des biens de l'Etat qui seront privatisés, publiée sur son site, allait fatalement commettre des erreurs graves. De plus, le site est disponible en Grec et en Anglais, aucune excuse donc.

La Grèce est présentée par Envoyé Spécial comme un pays qui "n'hésite plus à se séparer de ses trésors, son patrimoine, comme ses îles par exemple. 47 d'entre elles sont à vendre ou à louer. A cette liste s'ajoutent désormais des mines, des ports, des palais. Bref, une grande braderie qui attire les convoitises".

Aris Kalipolitis, membre du conseil d'administration du TAIPED, nie que l'Etat grec ait l'intention de vendre ses îles et qu'il ait confié cette tâche à un agent immobilier. Dans un courriel daté du 22 décembre 2012, il nous a dit :

“Déclaration du Ministère des affaires étrangères aujourd'hui: ‘La Grèce ne vend PAS ses îles’. Est-il envisageable que la Grèce confie à un promoteur immobilier la vente de ses îles????????”

(La citation exacte en grec est: “Σήμερα έχει δηλώσει του Υπ.Εξωτερικών: “Η Ελλάδα ΔΕΝ πουλάει τα νησιά της”. Είναι δυνατόν η Ελλάδα να έχει αναθέσει σε ένα μεσίτη να πουλάει νησιά της?????????”)

Mais qui est ce “promoteur immobilier” ?

Nikos Lagonikos, suivi par A. Kefalas au début du reportage, possède une agence de voyage sur l'île d'Eubée. Il est à la fois présenté comme agent de voyage (sous-titre en début de reportage) et comme agent immobilier par A. Kefalas qui indique (33'25) : "Nous retrouvons Nikos, notre agent immobilier. L'Etat l'a mandaté officiellement pour vendre ces îles". L'emphase sur le terme officiellement n'est pas la nôtre mais bien celle d'Alexia Kefalas. Dans le reportage, on le voit faire visiter une presque île nommée l'Île des Rêves, où des installations touristiques sont à l'abandon.

Nous avons contacté Nikos pour en savoir plus et il nie catégoriquement ces allégations.

Plus spécifiquement, il dit :

- « *Non, je ne suis pas [mandaté], comment pourrais-je être mandaté pour quelque chose qui officiellement n'est pas à l'ordre du jour ? Ce dont vous me parlez, officiellement, n'a pas été discuté. En tout cas une chose est sûre, je ne suis pas mandaté. Informé, je le suis, mais mandaté, non. Le TAIPED, si vous les contactez, officiellement, ils vous diront qu'officiellement ils ne sont au courant de rien. Parce que peu importe si des informations circulent non-officiellement, à cause de fuites. Il y a cette fuite qu'on fait circuler, histoire de voir la réaction des gens, c'est indépendant des déclarations officielles. Le TAIPED vous dira qu'il ne connaît rien à ces îles appartenant au ministère des Finances. Et pour ce qui est de l'Île des Rêves, le TAIPED n'a rien à voir avec ça.* »

Ecouter le fichier audio de l'entretien avec Nikos Lagonikos du 10 janvier 2013 (en grec) :

Des ventes entre particuliers présentées comme des privatisations

Les privatisations citées dans le reportage ont soit eu lieu avant la crise, soit ne sont pas des privatisations mais des ventes entre entreprises privées.

Par exemple, la concession pour 35 ans d'une partie du port du Pirée à la compagnie chinoise COSCO a eu lieu en 2008. La privatisation du reste du port n'est pas encore entamée. De plus, le reportage affirme que la compagnie grecque des chemins de fer, TrainOSE, a déjà trouvé preneur. Un simple coup d'oeil sur le site du TAIPED montre que TrainOSE fait partie des « *privatisations qui auront lieu à long terme* ». Ce qui est plus grave, Alexia Kefalas met dans la bouche des personnes qu'elle interviewe des mots qui n'y sont pas. On peut comprendre que la compagnie de production, Upside TV, n'ait pas de traducteur pour le grec. Cela dit, le capitaine Wu, qui représente COSCO en Grèce, parle en anglais. Si l'on écoute attentivement ce qu'il dit, il est bien clair qu'il ne parle à aucun moment d'acheter TrainOSE, mais de connecter le port au réseau ferroviaire, ce qui est entièrement différent.

De même, la mine d'or et de cuivre de Chalcidique décrite à la fin du reportage a été vendue en 2003 (et non pas en 2012) par la compagnie privée canadienne TVX Gold à la compagnie privée grecque Hellas Gold, avec la médiation de l'Etat grec, pour 11 millions d'€ (et non pas deux milliards). Par la suite une partie de Hellas Gold a été vendue à European Goldfields, qui a été à son

tour absorbée par Eldorado Gold. Ce n'est pas une privatisation mais une vente de compagnie privée à compagnie privée, et bien avant la crise. Par ailleurs, cette affaire est très certainement un scandale de 12 sur l'échelle de Richter, aussi bien en ce qui concerne la vente de la mine que les conséquences du projet sur l'environnement, mais en aucun cas dans le sens décrit dans le reportage. De lourds soupçons pèsent en effet sur le maire de la région, Christos Pachtas, mais il est curieux qu'Alexia Kefalas se fonde sur un entretien téléphonique avec un "responsable" d'Eldorado Gold dont le nom et les responsabilités exactes demeurent inconnus pour étayer ses insinuations.

Un reportage indigne du journalisme

Le reportage se permet des pratiques qui ne sont pas dignes d'un journaliste qui se respecte :

- Le reportage ne distingue par une location d'une vente ou d'une concession. Par exemple, la mairie d'Eretria nous a confirmé que l'Île des Rêves n'est pas à vendre mais qu'un appel d'offre sera publié dans les semaines qui viennent pour la location des installations touristiques qui s'y trouvent pour une période de 25 à 30 ans au prix de 100.000 euros par an. L'affirmation "*Le premier arrivé sera le premier servi*" est bien évidemment fausse. Ecouter l'audio de l'entretien (en grec) :

- Le reportage triche : par exemple, il montre des images de l'aéroport d'Athènes pour parler de privatisations d'aéroports, alors que l'aéroport d'Athènes n'est pas sur la liste du TAIPED. L'aéroport de Thessalonique et dix aéroports régionaux y sont. De même, la troisième pancarte qui indique l'utilisation de fonds européens que la Grèce aurait reçu pour la restauration de Tatoi, le palais d'été des anciens rois de Grèce, a trait à la construction de zones anti-incendie dans la forêt publique de Tatoi, pas au parc du château.

Conclusion : une véritable imposture

En bref, ce qui se prétend être un reportage sur les privatisations et la braderie de la Grèce ne parle à aucun moment du programme de privatisations liées à la crise et rapporte beaucoup d'informations fausses. Nous avons identifié dans cet article les inexactitudes les plus flagrantes, mais il y en a encore bien d'autres que nous avons épargnées au lecteur.

Il y a pourtant matière à reportage sensationnaliste en se limitant à la réalité de 2012-2013 : par exemple la loi qui établit le TAIPED est une loi de type colonial qui est en contravention de dizaines de lois existantes et de certains articles de la constitution grecque. (Le texte de la loi 3986/2012 est disponible en grec ici). De même, la Grèce se prépare à privatiser ses principales compagnies d'alimentation en eau et d'assainissement, alors que l'expérience internationale dans ce domaine au cours des vingt dernières années a été désastreuse dans tous les pays concernés.

Autre exemple : les combines qui se font autour de privatisations déjà engagées, telles que OPAP (l'Organisation hellénique des pronostics de football, qui a racheté la loterie nationale). Pour rappel, le prix de l'OPAP avait été évalué à la vente à 1 milliard d'euros alors que cette entreprise publique rapporte des bénéfices annuels de 500 millions d'euros à l'Etat. La Grèce se prépare donc à brader – pour de vrai, cette fois-ci – l'OPAP pour l'équivalent de 2 ans des bénéfices qu'elle rapporte : une très mauvaise affaire pour les citoyens. Voir ici (vous noterez que TAIPED est cité).

Une enquête exhaustive sur les privatisations a été menée par l'équipe de journalistes citoyens de radiobubble et est disponible ici en grec. Elle sera bientôt également disponible en anglais.

Au lieu de s'occuper de problèmes et de scandales bien réels, Madame Kefalas préfère utiliser des informations fantaisistes et des cas sans aucune pertinence pour le sujet pour, apparemment, avoir quelque chose à vendre à France 2.

Il y a des scandales tous les jours en Grèce. Cela demande d'ailleurs beaucoup de travail pour en vérifier la pertinence, puisque de nombreuses rumeurs circulent. Alexia Kefalas nous avait habitués à certains enfumages et à un manque de vérification de ses données. Mais là, nous assistons à une véritable imposture qui est de fait davantage une action de communication qu'un travail de journaliste.

Pourtant, il y a un certain nombre de journalistes francophones en Grèce, professionnels ou citoyens, qui sont et seront toujours prêts à faire des reportages sérieux sur les conséquences de la crise et de l'austérité.